



LA MONDIALISATION: PERSPECTIVES POUR L'AMÉRIQUE DU SUD

**Mémoire de géopolitique
du Commandant Edgardo Calvi**

dans le cadre du séminaire
« La Mondialisation : dimensions politique, économique
et sociale »

Directeur :
Professeur Jean-Louis Scaringella

Avril 2001

FICHE DE PRESENTATION

1. LA MONDIALISATION: PERSPECTIVES POUR L'AMERIQUE DU SUD

2. Cdt Calvi Edgardo. Armée de terre. République Argentine.

3. 6 avril 2001.

4. Division A. Groupe A-4.

5. Mémoire de géopolitique.

6. Synthèse : ce travail se propose d'une part de souligner la situation actuelle en Amérique latine par rapport aux facteurs politiques, sociaux, économiques et de sécurité régionale, au sein de la mondialisation. Ensuite il se propose analyser les perspectives que la région aura dans l'avenir par rapport aux mêmes facteurs. Il se structure en deux parties:

- I. « Les menaces de la mondialisation ». cette partie d'abord décrit les menaces que la mondialisation pose aux états sud-américains. Elle montre également les principaux soucis sociaux qui atteignent la région aujourd'hui. Par ailleurs, elle analyse les contraintes économiques qui touchent la région. Enfin elle décrit la situation de la sécurité nationale, régionale et continentale.
- II. « Une terre d'opportunités ». Cette deuxième partie cherche à démontrer qu'il y a un avenir favorable par la région. La partie est divisée en quatre sous parties. La première cherche à analyser les possibilités de restructuration de l'Etat pour faire face aux nouvelles exigences de la mondialisation. La deuxième sous-partie veut montrer qu'il existe encore des possibilités de développement social. La troisième sous-partie décrit les possibilités de développement économiques de la région. Enfin la dernière sous-partie montre que la situation de sécurité a des bonnes perspectives de développement, malgré les faiblesses énumérées dans la première partie.

7. Actualité sud-américaine. Intégration économique. Situation sociale en Amérique du Sud. Mercosur. ZLEA. Sécurité régionale. Mondialisation et l'Amérique du Sud. Intégration économique américaine.

LA MONDIALISATION:
PERSPECTIVES POUR L'AMERIQUE DU SUD

Sommaire

Introduction

Partie I : Les menaces de la mondialisation

Les menaces à l'Etat

Une situation sociale très délicate

Les grands soucis économiques

Les grandes menaces à la sécurité régionale

Partie II : Une terre d'opportunités

L'Etat face à la mondialisation

Quelques espoirs pour la situation sociale

L'avenir de l'économie

Les aspects de sécurité régionale

Conclusion

LA MONDIALISATION: PERSPECTIVES POUR L'AMERIQUE DU SUD

SOMMAIRE

FICHE DE PRESENTATION.....	II
INTRODUCTION	1
A. GENERALITES.	1
B. LE DOSSIER HISTORICO-GEOGRAPHIQUE	3
1) Les origines.	3
2) Les dernières années.....	5
PARTIE I. LES MENACES DE LA MONDIALISATION.....	8
A. LES MENACES A L'ÉTAT.....	8
B. UNE SITUATION SOCIALE TRES DELICATE.	12
C. LES GRANDS SOUCIS ECONOMIQUES.....	15
D. LES GRANDES MENACES A LA SECURITE REGIONALE.	19
PARTIE II. UNE TERRE D'OPPORTUNITES.....	23
A. L'ÉTAT FACE A LA MONDIALISATION.....	23
B. QUELQUES ESPOIRS POUR LA SITUATION SOCIALE.	27
C. L'AVENIR DE L'ECONOMIE.	29
1) Le cadre et les accords régionaux.....	29
2) Les flux dans la région.	31
D. LES ASPECTS DE SECURITE REGIONALE.	35
CONCLUSION.....	39
BIBLIOGRAPHIE.	43
1. Ouvrages.	43
2. Articles et contributions.	43

Introduction

a. Généralités.

Un nouveau monde, un nouveau continent, le plus jeune des continents, celui qui fut colonisé presque dans la même époque, mais qui malgré ses similitudes historiques montre des caractéristiques sociales, culturelles, politiques et économiques bien différentes. Une région qui a connu une évolution historique et a suivi des chemins différents, des chemins qui montrent un développement asymétrique, entre le Nord et le Sud.

Le continent américain accueille aujourd'hui la première puissance du globe, celle qui est à la tête d'un processus nommé « mondialisation ».

Aujourd'hui la terre connaît une nouvelle ère, celui des entreprises et des conglomérats qui entendent dominer le monde. Jamais les maîtres du globe ont été aussi nombreux ni aussi puissants. Ce sont des groupes qui sont partie d'une « triade » : Etats-Unis, Japon, Europe. Plus du 50% de ces groupes résident aux Etats-Unis. On traverse une époque de mise en place de nouvelles règles de jeu, une époque signée par le passage au monde multipolaire. Un monde qui se caractérise par la confusion, les alliances de tout type, l'instabilité des régions et par un futur qui reste incertain.

Les pays situés hors de la triade sentent leur intégrité menacée. Ils ne craignent pas autant d'être dominés que d'être oubliés ou laissés de côté. Les pays de la triade sont en constante concurrence, ils s'aident mutuellement mais chacun veut dépasser l'autre. Pour ces pays la mondialisation impose de conquérir des marchés, n'importe lesquels pourvu qu'ils soient profitables.

L'Afrique, plusieurs pays de l'Asie, l'Amérique Centrale, traversent aujourd'hui des situations sociales et économiques difficiles de gérer. Les puissances annulent la dette de ces pays pour leur permettre de survivre. Cependant la question de la croissance de ces pays est hors de question.

En Amérique du Sud la situation est différente. La région se caractérise par une population très homogène du point de vue culturel et religieux. La région a un potentiel humain et économique très important, que n'a pas été encore bien développé. Elle entraîne un marché de bonnes perspectives pour l'avenir.

Il y a trois Amériques : l'Amérique riche, la pauvre et celle qui a un avenir important pour l'ensemble du continent. Néanmoins depuis plusieurs années la croissance de l'Amérique du Sud se voit arrêtée par plusieurs facteurs soit endogènes soit exogènes, dont les plus importantes proviennent des Etats-Unis.

Si on parle de l'Amérique riche il faut parler des Etats-Unis, du Canada et dans une certaine mesure du Mexique.

Si on parle de l'Amérique pauvre, on parle plutôt de la partie centrale du continent. Des pays très faibles d'un point de vue économique dont la liberté d'action est annulée par l'impossibilité de développer des projets nationaux propres.

L'Amérique de l'avenir est celle qui englobe plutôt les pays de l'Amérique du Sud. Il s'agit des pays d'un grand potentiel économique, mais avec un faible système financier et de perspectives de développement. Une région de nouvelles démocraties surgies après la fin de la guerre froide avec un système judiciaire traditionnel, bien structuré, selon le modèle du droit romain. Parmi ces pays le Brésil et l'Argentine constituent après la constitution du Mercosur, les leaders économiques de la région. Plusieurs gouvernants de la région voient dans le Mercosur un acteur important pour réduire l'influence hégémonique des Etats-Unis.

La super puissance mondiale est en train de changer sa politique vers le Sud du continent, elle a perçu l'importance que le développement de l'ensemble des pays du continent aura pour son propre développement. L'importance commerciale et politique de cette région augmente. L'UE devient en même temps plus forte et, avec le Japon et la Chine surgissant, représentent une concurrence pour les pays du nord sans précédente dans l'histoire.

L'influence latino américaine aux Etats Unis est évidente. Les politiciens ont tourné leur regard vers le sud, notamment l'administration Clinton et probablement cela continuera ou augmentera avec Bush Jr. Les enjeux sont nombreux et les réponses ne sont pas évidentes.

Le présent travail a pour objectif d'analyser la façon dont la mondialisation économique a atteint les pays du sud du continent, soit d'un point de vue économique, soit d'un point de vue politique, social et de sécurité. Parallèlement le travail analysera les enjeux pour la région et ses perspectives, dans la croyance qu'il s'agit d'une région importante pour la croissance du monde occidental en général. Les mesures qu'ont pris ces pays pour décoller ont été nombreuses mais malgré cela le but n'a pas été atteint. Les faiblesses et les atouts des pays de la région seront traités tout au long de ce travail. La question qui sous-tend ce travail peut se définir de la manière suivante : y a-t-il des perspectives favorables pour l'Amérique du Sud au sein de la mondialisation ?

b. Le dossier historico-géographique

1) Les origines.

Pour bien comprendre les enjeux américains il est nécessaire de revenir de façon schématique sur son histoire et d'analyser les éléments significatifs de sa géographie. Seulement si on connaît l'esprit du nouveau continent, notamment de sa partie sud, on arrivera à comprendre les clefs de sa probable évolution.

D'un point de vue géographique son identité relève de l'évidence cartographique. Au sud du continent américain, les pays de l'Amérique du Sud touchent les eaux du Caraïbe au Nord, de l'Atlantique à l'Est, du Pacifique à l'Ouest et de la mer antarctique au Sud. La région peut être à l'origine des conséquences géostratégiques et géopolitiques de grande importance.

La région est constituée par un ensemble de 13 pays, dont 12 appartenaient à l'ancien royaume d'Espagne et l'un, le Brésil, à celui du Portugal. Un ensemble de pays avec un passé commun et qui remonte au 15^{ème} siècle. Un passé qui fut marqué

par l'opposition historique des empires Espagnol et Portugais mais aussi par de nombreux accords qui marquaient la volonté d'éviter des confrontations inutiles dans un continent dans lequel les territoires étaient vastes.

Au contraire des Etats-Unis, colonisés par l'Empire britannique, et qui obtint son indépendance en 1776, le pays du Sud n'obtiendront pas la sienne si ce n'est à la fin du XIX^{ème} siècle.

L'Amérique du sud connaît plusieurs héros, parmi lesquels il faut remarquer le général argentin José de San Martín et le général vénézuélien Simon Bolívar, qui ont eu une participation décisive dans le processus d'émancipation et d'indépendance des peuples sud-américains. Ces hommes avaient une perception géopolitique et géostratégique qui sert comme antécédent et comme orientation vers une Amérique du Sud intégrée.

Pour mieux connaître la pensée des sud-américains il faut mentionner quelques points communs de leur passé.

D'abord l'histoire nationale de ces Etats constitués à partir de leur indépendance. Une indépendance qui a marqué une lutte commune contre la domination espagnole. Ensuite l'histoire régionale de ces réalités aux aspects transnationaux que sont les grandes unités géohistoriques et ethno-culturelles comme les Etats du cône sud et les Etats andins. Une histoire dont les caractéristiques originales de ces groupes étatiques régionaux rendent différents d'une zone à l'autre. Finalement l'histoire du destin collectif des peuples d'Amérique latine, de ces mouvements d'ensemble qui ont affecté la vie du sous-continent, c'est la patria grande, vieille aspiration « san martinienne et bolivarienne », sans doute prématurée au XIX^{ème} siècle.

La fin des luttes pour l'indépendance, à la fin du XIX^{ème} siècle, laisse un milieu composé par une population souvent très métissée, composée d'immigrants européens, d'esclaves d'origine africaine et de communautés amérindiennes qui vont souvent avoir des aspirations très éloignées les unes des autres.

Les pays adoptent des régimes républicains inspirés par la Constitution fédérale des Etats Unis et par les valeurs de la Révolution française, où la qualité de membre de la nation était accordée au citoyen, indépendamment de ses origines, même au Brésil seule exception à la règle républicaine.

« Dés les premiers temps la légitimité et l'identité des Etats sud-américains se sont exprimées de manière collective et sous la forme d'un discours juridique universaliste, profondément marqué par l'idéal démocratique... Les états de l'hémisphère américain, y compris les Etats-Unis, affirment alors l'égalité entre les nations, petites ou grandes, fondée sur le principe démocratique, la suprématie de la loi et la libre autodétermination. Le refus de tout colonialisme, le rejet du droit de conquête, le principe de non-intervention et d'arbitrage des différends et, surtout, l'idée que les souverainetés nationales doivent être soumises à une loi commune, représentant sans doute la plus grande contribution du Nouveau Monde à la construction d'un ordre international. » Une affirmation qu'ils soutiennent aujourd'hui et qui a été renforcé notamment après la décennie « oubliée », cela du 1980 à 1990.

2) Les dernières années.

La guerre froide a converti l'Amérique latine dans un champ de bataille propice pour l'infiltration des éléments communistes sur tout son territoire. Les Etats sud-américains et leurs gouvernements ont fait, à cette époque, l'objet d'une vigilance particulière de la part des Etats-Unis et d'une attention soviétique non moins pressante. Dans un tel contexte, l'apparition en l'Amérique du sud d'une forme de contestation, accompagnée ou non de violences, entraînait une réaction immédiate destinée à préserver le statu quo. C'est ainsi que les régimes militaires, dits de sécurité nationale, ont imposé leur légitimité dans les années 70 dans la région.

La décade de 1980 – 1990, aussi connue comment la décade oubliée, a vécu deux événements significatifs pour les pays de l'Amérique : d'une part la fin des gouvernements militaires et un retour progressif à la démocratie, d'autre part les grandes crises économiques qui ont laissé une dette économique sans précédent.

Aujourd'hui l'ombre des gouvernements militaires a disparu mais il n'y a pas eu de réconciliation des sociétés dans la plupart de ces pays, ce qui ne peut pas manquer de laisser des traces.

Les modes de passage à la démocratie furent divers selon les pays et leur situation relative. Ce fut une transition octroyée comme au Brésil, au Chili, ou une transition négociée comme en Uruguay jusqu'à la chute du régime, ou en Argentine et en Bolivie.

La plupart des transitions vers la démocratie ont été menées à bien dans un contexte économique peu favorable. Après avoir tenté en vain de stabiliser leurs économies, les gouvernements de la plupart des pays se sont rangés aux recommandations pressantes des organismes financiers multilatéraux et des Etats-Unis, en adoptant un modèle économique ouvert sur l'extérieur (déréglementation de l'économie, privatisation des entreprises publiques, réduction des déficits budgétaires, etc.). Des résultats macro-économiques satisfaisants, bien que disparates, ont été obtenus : Croissance, contrôle de l'inflation, inversion progressive des flux de capitaux en faveur du sous-continent. Mais le modèle a quelques fragilités encore, notamment parce que certains gouvernements n'ont pas été jusqu'au bout des réformes structurelles nécessaires.

Le choix de ces nouvelles orientations a des implications sur le fonctionnement de l'Etat et sur son statut dans les sociétés sud-américaines. Le désengagement de l'état signifie la fin des régimes nationaux populaires. La croissance acquise n'a pas amélioré les conditions de vie de la majorité de la population, soit parce que le niveau des salaires réels reste bas, soit parce que le chômage c'est accru de manière sensible, etc. Le poids de la modernisation a été principalement supporté par les couches les plus défavorisées.

Dans ce contexte, les gouvernements de chaque pays agissent pour trouver la stabilité et le progrès. Il y a encore quelques risques qui menacent les objectifs fixés, comme ceux de la guérilla en Colombie et au Pérou, la drogue, quelques problèmes de frontière (Pérou-Equateur) et d'autres moins important. Mais ces risques font partie des défis pour l'avenir.

La solution n'est pas simple ni envisageable à court terme, les signaux négatifs abondent dans les différents domaines. Néanmoins il y a aussi plusieurs et importants signes positifs qui donnent des espoirs concrets aux différents pays de la région. Tous ces signaux seront analysés dans les différentes parties de ce travail en essayant de démontrer que l'avenir pour l'Amérique du Sud sera favorable si les pays arrivent à maîtriser certains éléments du nouveau monde.

Partie I. Les menaces de la mondialisation

a. Les menaces à l'Etat.

Selon Max Weber l'Etat moderne dispose du monopole de la contrainte physique légitime dans son domaine territorial. Cette perspective montre un Etat qui est la figure centrale de la politique vers laquelle converge la loyauté des citoyens, et qui est responsable de l'ordre politique, de défendre la paix civile et de superviser les modes de régulation économique, il gère également l'essentiel des relations politiques avec les sociétés étrangères. Il s'agit d'une vision positive et qui montre l'Etat comme le maître de l'avenir des citoyens, le grand défenseur de la souveraineté nationale. La question est si la mondialisation menace cette vision et comment. Est-ce que l'Etat est en train de disparaître ?

Par opposition à Max Weber le Commandant Marcos, leader de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), soutient que « ...l'Etat-nation devient un simple appareil de sécurité au service des méga entreprises. Au lieu d'orienter l'investissement public vers la dépense sociale, il préfère améliorer les équipements qui lui permettent de contrôler plus efficacement la société. »¹ Il s'agit donc d'un concept éloigné de celui de M. Weber et qui en fait reconnaît la disparition de l'Etat-nation tel qu'on le connaissait.

Lequel de ceux deux concepts est plus applicable au monde de la mondialisation ? Est-ce qu'il y a un point intermédiaire entre eux ou vraiment les états, notamment ceux des pays sous-développés sont frappés par une violence si criminelle comme la décrit la posture du sous-commandant ?

Les états de l'Amérique du Sud peuvent être en péril. Ils ont fait leurs « devoirs » politiques, mais une certaine instabilité politique demeure. Il y a des devoirs à faire. S'ils ne sont pas fait le risque de pollution, de paralysies et même de disparition ou de retour

¹ Sous-Commandant Marcos. « Pourquoi nous combattons » :La quatrième guerre mondiale a commence. Dans Le Monde diplomatique, août 1997, Paris.

au passé serait grand. La vision du sous-commandant Marcos, bien qu'un peu exagéré aujourd'hui peut devenir une réalité.

Les menaces que peut courir l'Etat peuvent être, dans le cadre de l'actuel scénario régional et mondial, de deux types : intérieure et extérieure. La menace intérieure est générée par les mêmes pays de la région. La menace extérieure est celle provenant des pays autres ceux de la région.

Dans un premier temps on traitera les menaces intérieures. Il faut à l'histoire de l'Amérique latine qui pèse sur son avenir et il faut s'attaquer à un certain nombre d'idées reçues. Parmi les pays de la région, on trouve des grandes différences sociales, politiques et économiques entre autres. Bien qu'aujourd'hui plusieurs pays de la région soient porteurs d'un certain nombre de bonnes nouvelles économiques dues à l'application de réformes, dites structurelles, ou à une conjoncture particulièrement porteuse, l'idée que les promesses économiques de cette région sont grevées exclusivement par des problèmes politiques hérités d'un passé dictatorial est bien présente.

Bien que le continent soit aujourd'hui quasi entièrement démocratisé (à l'exception de Cuba) la situation politique n'est pas des plus satisfaisantes : il y a des problèmes d'inégalités, de violence, de corruption. L'histoire joue contre l'Etat, en remontant à la colonisation et à l'indépendance.

Des problèmes récents doivent être ajoutés à cet héritage politique et social. Les années 1970 et 1980 ont été les années de la crise de la dette donc des années catastrophiques du point de vue économique. En même temps la décennie mentionnée a constitué une époque d'ingérence militaire dans les affaires démocratiques.

Dans la plupart des pays la réconciliation entre civils (dont les gouvernants) et militaires reste un chantier ouvert. Des notables progrès ont été faits dans plusieurs pays dont l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil et le Chili. Ils restent encore des traces qui sont difficiles à effacer. Les tensions sont gérables, car la démocratie n'est pas en danger mais l'atmosphère dans plusieurs pays reste alourdie, comme le montrent les cas de l'Argentine et du Chili.

Les contextes de crises économiques où se sont déroulés les transitions démocratiques ont contribué à aggraver les disparités sociales. La dette a affaibli énormément les états et les a soumis dans un certain nombre de dysfonctionnements dont le niveau de violence, le crime organisé et la corruption politique et civile.

Ce sont précisément tous ces facteurs qui mettent en danger la continuité de l'Etat dans la région. Il y a de plus en plus une perte de confiance dans les institutions étatiques et bien sûr dans la classe politique. Le manque de réponses favorables aux demandes des citoyens qui travaillent sans arrêt pour améliorer leur condition de vie, la vision d'une classe politique inerte mais installée très confortablement dans leurs bureaux, met en péril la solidité de l'Etat. Le panorama est assez sombre, mais malgré cela, les latino-américains ne veulent pas un retour au passé, aux solutions autoritaires, ils veulent seulement l'application des réformes nécessaires.

Dans un deuxième temps on traitera les menaces extérieures qui peuvent mettre en danger l'organisation étatique et le plein exercice de la souveraineté nationale.

Dans la perspective de la « fin de l'Etat-nation » les gouvernements ne pourraient plus contrôler les mouvements de personnes et les échanges des biens et des services. La concurrence est énorme avec un grand nombre de nouveaux acteurs : les organisations internationales, les entreprises multinationales, les ONG, et même les flux migratoires. Est-ce que la mondialisation pourrait être à l'origine d'une société civile autonome ? Des flux de toutes sortes échappent aujourd'hui à la tutelle étatique et à son terme ce phénomène engendrerait une forme de déliquescence des frontières politiques. Les nouveaux espaces que la mondialisation génère pourraient miner l'autonomie des Etats ou au moins modifier les conditions dans lesquelles s'exerce leur souveraineté.

Selon Ricardo Petrella, la mondialisation se traduit par la « graduelle des principes, de règles et modes d'organisation et de valorisation de ressources naturelles et immatérielles du système national : Etat national, économie nationale, monnaie nationale, poste nationale, marché national, etc. Avec la mondialisation, c'est la fin du national en tant que dimension et

lieu de départ et entrée stratégique pour les acteurs économiques »². Les états sont dès lors contraints de partager leur souveraineté avec d'autres acteurs de la régulation internationale, avec des instances politiques régionales ou locales et les limites entre l'exercice de la souveraineté et son aliénation seraient devenues encore plus imprécises que par le passé. Même les Etats-Unis en sont victimes, après avoir été moteur de la dérégulation des marchés et de la libéralisation des échanges.

Les ONG jouent aujourd'hui un rôle très contraignant pour les états. En 1909 on comptait environ 176 ONG qui déployaient une activité internationale. Aujourd'hui le nombre dépasse selon des différentes sources de 5000 voir plus. En 1995 un rapport de la Croix-Rouge estimait le nombre à 28000 ONG. Leur pouvoir est varié. Greenpeace donne un exemple de leur pouvoir avec un budget annuel de plus de 130 millions de dollars, plus de 40 bureaux situés dans une trentaine de pays et un personnel qui dépasse le millier de personnes.³

Les projets des ONG sont vastes et très divers, leurs ressources aussi. Les ONG se manifestent notamment dans les domaines du développement, des droits de l'homme, de la santé, de l'hygiène et de l'écologie. Elles ont une capacité énorme d'influencer les opinions publiques. Son poids est indéniable dans la mise en oeuvre des instruments juridiques adoptés par les Etats, dans l'articulation des valeurs et des normes. Elles adoptent souvent des positions critiques à l'égard des états.

Les rapports entre les ONG et les états occidentaux sont évidents, et ils constituent parfois un outil indirect de ces états pour aboutir à leurs objectifs. C'est plutôt pour cela qu'ils tentent de propager des perspectives idéologiques, des valeurs, des principes qui reflètent les conceptions du monde occidental. Des ONG comme Médecins sans frontières, CARE et le CICR reçoivent une bonne part de leurs ressources des Etats occidentaux. Les Etats Unis utilisent parfois les ONG comme des instruments d'une diplomatie informelle pour aboutir à leurs intérêts stratégiques.⁴ Par exemple la

² Petrella, Ricardo. « L'Europe entre l'innovation compétitive et un nouveau contrat social », Revue internationale des sciences sociales, n° 143, mars 1995, pp. 21-34.

³ De Senarclens, Pierre. Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales. Armand Colin, Paris, 1998, pp. 46-47.

⁴ De Senarclens, op.cit., pp. 48-49

dégradation écologique de la région de l'Amazonie, dont des organisations comme Green Peace cherchent à éviter l'action du Gouvernement brésilien envers l'exploitation des richesses de cette région montre l'incidence des ONG sur l'exercice de la pleine souveraineté de l'Etat brésilien dans cette région.

b. Une situation sociale très délicate.

On voit aujourd'hui dans l'ensemble de la région un délitement progressif du tissu social, dont la cause principale est le creusement des inégalités et dont la manifestation la plus spectaculaire en est la montée de la violence. Les démocraties semblent impuissantes face à ces maux et les remèdes auxquels elles recourent sont dysfonctionnels. Le sort, notamment des classes moyennes, apparaît particulièrement préoccupant.

Les inégalités sociales semblent de plus en plus inacceptables malgré une croissance moyenne acceptable dans l'ensemble du sous-continent. Bien depuis le début des années 1990, la région a renoué avec la croissance. La mise en place des politiques sociales ciblées et une maîtrise de l'inflation a provoqué une diminution initiale du niveau de la pauvreté. Entre 1990 et 1994, la proportion de pauvres en Amérique latine a baissé de 41% à 39%, mais elle avait augmenté de 35% à 41% dans la décennie précédente. Le nombre absolu de pauvres, de l'ordre de 210 millions en 1996, n'a jamais été aussi élevé dans la région.

Quelques pays sont parvenus à des résultats spectaculaires, comme le Chili ou même le Pérou dans lesquels la baisse de la pauvreté jusqu'à 1994 a été entre 10% et 13%. Par contre d'autres pays, notamment les affectés par l'effet tequila, ont vu une augmentation significative, comme le cas de l'Argentine qui a vu la pauvreté monter à partir 1995.

Les politiques sociales ne semblent pas se traduire par un recul de la pauvreté, les inégalités paraissent se multiplier dans la région, soit pendant des périodes de récession soit dans des périodes de croissance. L'Uruguay a montré être, en 1990, un pays ayant la plus grande équité en matière de revenus. Par contre le Brésil constitue un pays ayant les plus importantes inégalités sociales.

Le sort de la classe moyenne n'est pas meilleur. Le recul dans plusieurs pays est évident. La part de richesse nationale qui leur incombe a diminué. Ces classes sont en général pénalisées par la nouvelle orientation prise par les politiques sociales. En vertu du principe d'équité les politiques sociales doivent, désormais, canaliser des ressources vers les couches défavorisées et cibler des groupes à risque. Il est clair que cet effort de redistribution se fait au détriment des couches moyennes qui, jusqu'à là, ont été les bénéficiaires exclusifs, voire même des produits, des politiques d'éducation, de santé ou de logement en Amérique latine.⁵

Le sort des classes est de plus en plus incertain. Il semble que les politiques sociales sont plutôt financées par leurs impôts et sont destinées à lutter contre la misère. On pourrait dire que se sont les moins pauvres qui aident les plus misérables. En plus c'est la classe moyenne qui est la cible de la violence généralisée, produit justement de l'augmentation de la pauvreté, du chômage et de l'action des organisations criminelles, qui trouvent dans le sud de la région un milieu propice pour le développement de ses activités.

Il s'agit d'une tragédie qui a des caractéristiques globales et dont les pays de l'Amérique du sud ne peuvent pas rester à l'écart. La solution à court terme est peu envisageable. En 1996 Ethan B. Kapstein écrit un article sur les conséquences sociales de l'évolution qui décrivait d'une certaine façon la complexité de la problématique et l'impossibilité de la résoudre : « Le monde semble avancer inexorablement vers ce genre d'événements tragiques que les historiens du futur analyseront en se demandant pourquoi rien n'a été fait pour les arrêter à temps ». Il semble que les élites économiques et sociales sont incapables de faire face à la problématique de l'instabilité sociale dont la pauvreté croissante. On peut voir que les états ont de la peine à défendre des politiques économiques et globales cohérentes face à la dynamique des entreprises internationales et qu'ils montrent une tendance involontaire et sûrement ingérable à abandonner les travailleurs alors qu'ils ont aujourd'hui plus que jamais besoin de l'Etat pour les préserver contre les conséquences de la mondialisation. La démarche est très complexe

⁵ Dabene, Olivier. La démocratie est-elle encore un chantier ouvert en Amérique latine ?. Revue Internationale et Stratégique, n° 31, 1998, pp. 173-180.

et la plupart des états n'ont pas encore trouvé la solution que leur permettra d'avancer vers la croissance et la richesse sociale.

Les périls de la mondialisation sont parfois inattendus, ils frappent d'une façon dure et rapide qui ne permet pas aux économies instables de réagir. L'effondrement du peso mexicain en 1994-1995 a montré clairement cet effet, la production au Mexique a chuté de 7% en 1995, causant une grave crise sociale. Cette crise a eu des répercussions dans la plupart des pays d'Amérique latine. En Argentine le PNB chuta de 2,5% provoquant un chômage qui finit par atteindre plus de 18% de la population⁶.

On est face à un cercle vicieux. La problématique de la pauvreté est indissociable de celle de l'emploi. Chômage, pauvreté et marginalité sociale sont inséparables et il faut les ajouter la croissance de la criminalité comme facteur qui déborde les possibilités de contrôle de certains états de l'Amérique latine.

« Le système constitue une usine à produire des pauvres et je ne veux plus recevoir des pauvres, je veux changer la situation depuis le lieu de la décision » à dit récemment le père de l'église catholique argentine, Luis Farinello, lors de sa candidature de député national⁷. Cette phrase peut constituer un exemple des malaises dont a souffert le sous-continent pendant ces dernières années. Par contre l'ex président Clinton a dit que la mondialisation permettra de combattre la pauvreté mondiale. Il s'agit d'une perspective qui est aujourd'hui loin d'être évidente car les écarts sociaux en Amérique du Sud sont les plus significatifs de son histoire.

La prise de conscience des leaders mondiaux progresse lentement, cependant les problèmes restent majeurs comme l'a montré le sommet de l'OMC à Seattle et plus récemment celui de Davos. Les puissances économiques commencent aujourd'hui à évaluer la problématique et à prendre partie. Néanmoins l'économie reste la cause principale et elle atteint brutalement les pays de l'Amérique latine.

⁶ UNCTAD, Trade and Development Report 1996, Genève, 1996, p.14.

⁷ « La pobreza no es negocio para los países ricos », Clarin, Buenos Aires, 30 janvier 2001.

En fin il faut évaluer la pensée de plusieurs sud-américains qui voient que jusqu'à là, la mondialisation « à n'importe quel prix » n'a apporté que plus de détresse aux pauvres et plus de pauvreté à ceux qui ne l'étaient pas.

c. Les grands soucis économiques.

Depuis des années, les latino- américains entendent leurs dirigeants politiques, les économistes et les journalistes leur expliquer que les sacrifices causés par les politiques d'ajustement structurel dictées par le Fonds monétaire international (FMI), réduction du déficit public, baisse de l'inflation, déréglementation et exportation à tout va – se termineront rapidement et se traduiront par une augmentation générale du niveau de vie. Non seulement il n'en a pas été ainsi, mais tout l'édifice menace désormais de s'effondrer et de mener la région vers une période plus noire que celle de la « décennie perdue » des années 80.

Les crises mexicaines, asiatiques et russes ont fait trembler les économies du sous-continent et l'ont conduit à la spéculation, l'ajustement et la récession dans plusieurs pays.

Le produit intérieur brut global de la région a augmenté de 5,3% en 1997, mais il a diminué ces dernières années. La dette extérieure leste les budgets. Il s'agit d'une charge lourde à laquelle les pays de la région ont des difficultés à échapper.

Les prévisions de croissance pour la région pour l'an 2001 sont estimés 3% et 5% selon les pays. Les pays qui ont eu des problèmes avec leur produit intérieur brut continueront à faire face à une situation que leur interdira de croître de plus de 5% sur la période. Des pays comme le Brésil et l'Argentine continueront à avoir des déséquilibres significatifs sur le compte courant de la balance de paiement, par autant ils sont sensibles à l'évolution financière internationale. L'Argentine depuis 1991 fait face à une situation contradictoire : si le pays ne croît pas le déséquilibre fiscal apparaît, par contre si le pays croît le déficit externe apparaît. Le pays a pris de nouvelles mesures pour réduire le déficit fiscal. Ces mesures ont été d'une certaine façon imposées pour réussir l'obtention d'un emprunt du FMI d'environ 30 MD à utiliser entre 2001 et 2002.

L'économie du Brésil doit être considérée aussi d'une façon particulière. Une croissance de 4,2% est estimée pour 2001. A partir de 1999 les éléments de dynamisme de l'économie brésilienne se sont modifiés favorablement. En 2000 la production industrielle a crû. La consommation privée a augmenté, comme les exportations et les taux d'investissement. Il a eu aussi une croissance des salaires en général. Une augmentation des investissements, notamment dans l'industrie, est prévue pour achever la croissance estimée pour cette année. Néanmoins une situation dégradée de l'économie argentine pourrait compliquer l'économie internationale du Brésil.

Pour l'Uruguay et le Paraguay les perspectives en 2001 sont influencées par le manque de dynamisme des années précédentes et en même temps par l'évolution des autres économies du MERCOSUR, notamment le taux de croissance brésilien et la faible récupération de l'Argentine. Au Paraguay il faut ajouter comme un facteur positif la récupération de la stabilité politique qui avait mis les pays dans une situation fragile pendant l'année 2000.

Le Venezuela réunit plusieurs conditions favorables pour rétablir la croissance. Le pays montre un excédent de la balance de paiement, sa dette externe n'est pas exagérée par rapport aux autres pays de la région. Le gouvernement a pris plusieurs mesures pour favoriser les investissements des capitaux privés dans divers secteurs de son économie (telecommunications, énergie, minière, etc.) En 2000 le gouvernement a augmenté la dépense publique en favorisant l'emploi et l'augmentation des salaires publics. Les exportations continueront leur croissance soit du pétrole, soit des autres produits. La récupération de l'inversion est le principal défi pour assurer la croissance du pays.

L'Equateur sera soumis à des profonds changements structurels, parmi lesquels la dollarisation de son économie. Point significatif qui montre l'influence des Etats-Unis et une perte de son identité nationale et de sa souveraineté. La crise politique est importante et n'aidera pas au développement du pays. Le déficit et l'évasion fiscale constituent les principaux problèmes de ce pays.

En Colombie la croissance de ses voisins permettra à augmenter les exportations des manufactures, mais le conflit interne ne contribuera pas à la croissance de ce pays qui est politiquement très instable.

En Bolivie la situation sociale posera des problèmes au gouvernement très difficile à résoudre. La diminution de la production de la « coca » et de la contrebande ont entraîné la réduction de l'entrée de capitaux, une activité commerciale moins active et une augmentation de la pauvreté. La situation au Pérou n'est pas meilleure que celle de la Bolivie. La fuite de Fujimori a soumis le pays dans une instabilité dangereuse.

Au Chili la demande interne a crû moins que ne l'estimaient les prévisions, la consommation privée se récupère lentement, par contre l'investissement s'est arrêté. En 2001 les exportations ne vont pas croître suffisamment par rapport au volume mais par rapport aux valeurs.

Les faits démontrent que la situation reste complexe et que les solutions sont difficiles à trouver. Plusieurs présidents latino-américains trouvent la situation injuste. « Nous avons fait nos devoirs, et voilà que des facteurs qui échappent à notre contrôle créent des perturbations financières chez nous », s'est plaignait l'ex président du Mexique Ernesto Zedillo. Ses mots montrent d'une certaine façon l'esprit des dirigeants qui malgré leurs envies ont du accepter de négliger leur marché intérieur pour se lancer dans des programmes économiques reposant sur les exportations de matières premières ou de produits industriels peu compétitifs dans une économie globale affectée par la crise de la demande. Ces dirigeants sont devenus complètement dépendants des capitaux spéculatifs mais la peur d'un retrait massif de ces capitaux est toujours présente dans la région .

La mondialisation , pour des pays qui traditionnellement disposaient d'une balance commerciale excédentaire, a entraîné un déficit du commerce extérieur⁸. A court terme, la perspective régionale est délicate en raison de la chute de la production et la diminution des réserves en devises. Il faut considérer aussi une forte augmentation du déficit des comptes courants qui obligera les pays à s'endetter d'avantage avec de forts taux d'intérêt : en fin 2000 l'agence de cotation Moody's a révisé à la baisse le degré de

fiabilité du Brésil, dont les titres de la dette extérieure sont désormais cotés à des prix aussi faibles que ceux de la Moldavie, du Turkménistan ou du Nicaragua⁹.

Le Brésil, géant de la région, reste au cœur du cyclone financier. La réforme fiscale a commencé mais elle reste toujours le talon d'Achille des budgets de la région. Les systèmes fiscaux de la région ne sont pas performants et parfois ils ne méritent pas porter un tel nom. En Argentine le déficit fiscal a atteint en 2000 6,5 milliards de dollars, environ 3% du PBI, bien que le gouvernement ait fini la privatisation des grandes entreprises étatiques et malgré les licenciements massifs de fonctionnaires. Le système des impôts est faible : les impôts sur les bénéficiaires sont faibles, par contre les impôts sur la valeur ajoutée, payé par tous les citoyens sont passé de 14% à 17%, puis à 21% (7,5% aux Etats-Unis). Un spécialiste résumait ainsi la situation : « Si l'on ne veut ni dévaluer, ni fermer l'économie, ni modifier les règles qui ont conduit aux privatisations, ni se risquer à remettre en question les restrictions asphyxiantes provoquées par la mondialisation, le seul levier qui reste, l'impôt, est de loin le plus important »¹⁰. L'analyse vaut pour toute la région.

« L'effet samba » attendue en 2000 n'est finalement pas arrivé, le FMI a appuyé le Brésil, et la région a bien supporté les effets d'une dévaluation brésilienne. La constitution de la ZLEA constitue la clef pour l'avenir de la région. Récemment le gouvernement argentin a fait savoir à ses voisins brésiliens que si la démarche de la consolidation du MERCOSUR s'arrêtait et en même temps si la constitution de la ZLEA prenait un rythme vertigineux¹¹, l'Argentine sortirait du marché du sud. La peur que l'Argentine vers les Etats-Unis est toujours présente au Brésil. Il est important de voir l'importance que le Brésil constitue pour l'Argentine : environ un tiers des exportations de ce pays vont au Brésil. Les Argentins ne veulent pas être si dépendant d'un seul pays. Le futur est incertain, mais le chemin vers la ZLEA ne pourra pas être menacé par le Brésil. La puissance de l'acteur du Nord est trop importante.

⁸ Gabetta, Carlos. « Coup de semonce pour le président argentin », Le Monde diplomatique, déc. 1997.

⁹ www.moodys.com

¹⁰ Gabetta, Carlos. « Tempête sur les économies d'Amérique latine », Le Monde diplomatique, nov. 1998.

¹¹ « Dudas argentinas sobre el Mercosur », La Nacion, Argentine, 13 mars 2001.

Les pays de l'Amérique du Sud se demandent quels seront les dégâts que produira la ZLEA. Le libre-échange pose des obligations plus lourdes sur les pays en développement que sur les pays industrialisés. Selon M. Jeffrey Schott, expert auprès le Sénat américain cette inégalité est compensée par le fait qu'il « rend le pays attractif pour les investisseurs étrangers ». L'expérience mexicaine après la signature de l'ALENA a montré que l'ouverture commerciale vis-à-vis d'un pays ayant un niveau de développement très supérieur provoque une désindustrialisation, la liquidation de pans entiers de l'agriculture traditionnelle et un accroissement des inégalités sociales, au moins dans les débuts.

Le sociologue brésilien Emir Sader, exprime qu'il s'agit de choisir entre une ZLEA faisant de l'Amérique une immense zone franche ou un Mercosur élargi et approfondi sur la base d'un projet d'intégration alternatif du type bolivarien. Une stratégie politique qui n'a pas des bases fortes pour sa mise en oeuvre aujourd'hui. Le futur le dira.

d. Les grandes menaces à la sécurité régionale.

Le scénario actuel est, aujourd'hui loin d'être celui de l'époque de la guerre froide. Autrefois la région était marquée par les vents de la violence terroriste, qui voulaient changer l'ordre des valeurs sociales et morales ainsi que les systèmes de gouvernement dans plusieurs pays de la région. En même temps il y avait de nombreux problèmes entre plusieurs pays notamment des problèmes frontaliers. Aujourd'hui la plupart des litiges frontaliers sont résolus, ainsi la région malgré les dernières tensions après la guerre entre l'Equateur et le Pérou, constitue une zone de non-guerre entre Etats. Il demeure le socle essentiel sur lequel se bâtissent les relations interaméricaines, et qui a permis, au cours de la dernière décennie, la mise en place, au sein de l'OEA, d'un régime de défense collectif de la démocratie parmi les plus complets et contraignants au monde.

Les actions des Etats-Unis pour pacifier la région de l'Amérique centrale et la volonté de la région de sortir d'une spirale guerrière au moyen du droit et de la négociation a conduit les pays à signer le plan de paix d'Esquipulas II qui a bloqué les violences et les affrontements et en même temps ont donné un exemple pour quelques pays du sud à la fois qui a permis aux Etats-Unis de se focaliser dans les affaires de

sécurité de l'Amérique du Sud, notamment la guerre contre les cartels de la drogue qu'il mène depuis plusieurs années.

Avec la disparition de la menace de guerre entre pays, et frappée par l'adversité économique pendant des décennies, la région est devenue une zone propice pour l'action des mega-organisations du crime organisé qui, pour préserver et élargir leurs affaires, battissent une institutionnalité parallèle, attaquent ouvertement les institutions démocratiques et légitimes des pays dans lesquels ils sont présentes (via la corruption, le terrorisme, les assassinats, le trafic d'influence, etc.). En même temps et en direct rapport avec les organisations criminelles, on voit aujourd'hui des organisations terroristes puissantes, dont les FARC en Colombie, qui mettent en péril la survie même de l'Etat .

Le manque de programmes de développement social, l'augmentation de la pauvreté, des systèmes éducatifs peu développés, le chômage et la corruption en général génèrent l'activité criminelle. Ces phénomènes contraignent la communauté internationale à développer diverses formes de coopération, visant à affronter la menace des nouveaux ennemis communs.

L'instabilité de la partie Nord de l'Amérique du sud sensibilise les esprits de tous les pays de la région. La guerre civile colombienne est restée jusqu'ici à l'écart des dynamiques de paix centraméricaines.

Des nombreux pays, dont l'Espagne, se sont offerts pour contribuer à la pacification de la région, mais les grands mouvements de guérilla les FARC et l'ELN¹², tout en engageant des conversations, sont restés sur le pied de guerre. La Coordination de ces groupes rassemblerait plus de 17000 hommes. Plus d'un million de personnes ont été déplacées à cause de la guerre à l'intérieur de la Colombie.

Au Pérou ils restent encore des foyers de guérilla, qu'elles soient « sénderiste »,

¹² FARC : Forces armées révolutionnaires de Colombie ; ELN : Armée de libération national (Ejército de liberación nacional)

d'inspiration maoïste, ou guévariste avec le MRTA¹³. Le Sentier Lumineux garde une activité endémique dans les provinces amazoniennes.

Au Venezuela la préoccupation d'un débordement du conflit colombien a motivé l'avertissement à son voisin d'une droit de suite s'il ne parvenait pas à contrôler une frontière peu respectée par les FARC et l'ELN. Le Brésil a réorganisé le dispositif de ses brigades en donnant priorité à la frontière nord du pays.

La délinquance, grande et petite, a fait un bond statistique notable dans tous les pays de la région ; la montée en puissance des réseaux spécialisés dans le trafic de drogue est l'exemple le mieux connu de cette grande délinquance affectant le sud du continent. Elle a motivé l'apparition de l'insécurité civile dans toutes les grandes villes de la région. On arrive à une situation dans laquelle les états sont dépassés. Les forces de l'ordre sont aujourd'hui un élément actif du chaos sécuritaire. Mal payées, mal formées, mais armées, elles utilisent cette capacité pour améliorer leur ordinaire. Le niveau de corruption augmente et a un rapport direct avec les circonstances et la place que les individus occupent dans la hiérarchie. La Commission des droits de l'Homme de la Chambre de députés du Brésil a constaté, au terme d'une enquête rendue publique le 8 mars 1998, la présence de policiers dans les groupes d'extermination actifs dans neuf des vingt-sept Etats du pays.

La réaction des citoyens est acceptation par les uns, et l'incrédulité par les autres. Ils ne connaissent pas la manière de sortir ce cercle meurtrier où la vie n'a aucune valeur. Actuellement les états n'arrivent pas à donner une réponse acceptable aux citoyens. C'est évident que la mise en place des systèmes de sécurité collective pour l'ensemble de la région pose des grands inconvénients. Parmi lesquels on peut citer les suivants :

- ✓ *Systèmes de défense nationale* : chaque pays s'assure de maintenir ses capacités primaires en considérant ses propres intérêts nationaux.
- ✓ *Manque d'une Conception stratégique commun* pour l'ensemble régional qui permettrait faire face aux principales menaces : terrorisme, criminalité, trafic d'armement, narcotrafic et problèmes écologiques.

¹³MRTA : Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru.

- ✓ *Diminution progressive des budgets* de défense. Aujourd'hui la région a l'assignation budgétaire consacrée à la défense plus faible du monde, en considérant son pourcentage par rapport au PBI.

Le Mercosur devrait contribuer à la solution des difficultés mentionnées ci-dessus, en créant un cadre propice pour l'adoption et la mise en œuvre de mesures de confiance mutuelle. Néanmoins le chemin reste long est les inconvénients nombreux en commençant par la nécessité de délimiter les intérêts communs des pays de la région. En outre devrait et être développé le principe de sauvegarde de l'intégrité de chacun pour l'aide mutuelle.

Partie II. Une terre d'opportunités

a. L'Etat face à la mondialisation.

La décision prise par le Président Nixon en 1971 de supprimer la parité or-dollar a démarré une nouvelle ère financière internationale, l'effondrement de l'ex U.R.S.S. a marqué l'entrée dans un monde inconnu jusqu'à ce jour . Le passage du monde bipolaire au monde multipolaire entame la nécessité de mettre en place de nouvelles règles du jeu.

Les états sont face à une situation où les enjeux n'ont pas été encore profondément définis. La naissance de nouveaux états, les revendications des plus anciens, face à un éloignement de la menace de la guerre nucléaire posent des problèmes majeurs du point de vue politique.

Le système mis en place après la conférence de Breton Wood tombera après la décision du gouvernement américaine dont Nixon était le président. C'est la fin de la parité dollar – or, c'est l'aube du nouveau système financier international dont on parlera mais duquel sa principale conséquence fut l'endettement des pays du Sud et le début d'une dépendance du marché et des organismes et des systèmes internationaux, dont la Banque Mondial et le Fond Monétaire International parmi entre autre.

Le phénomène central d'aujourd'hui est que tous les Etats dans des degrés différents sont entraînés dans la dynamique de la mondialisation. Elle touche tous les recoins du globe. Une de ses caractéristiques majeures est qu'elle ignore l'indépendance des peuples et la diversité des régimes politiques¹⁴.

Selon I. Ramonet la terre est face à une nouvelle ère de conquête, comme lors des colonisations. Le commandant Marcos, leader de la révolution Mexicaine, déclare que la quatrième guerre mondiale a commencé. La différence est, que cette fois, ce sont des entreprises et des conglomérats, des groupes industriels et financiers privés, qui entendent dominer le monde. On parle notamment des groupes situés dans la Triade :

¹⁴ Ramonet, Ignacio. L'an 2000. Le Monde Diplomatique, déc 1999.

Etats-Unis - Japon - Europe. La mondialisation ne vise pas tant à conquérir des pays que des marchés. Mais de quel type de conquête s'agit-il ? Et où se trouve la place des états dans ce processus ?

Tout d'abord il convient d'analyser les flux. Quand on parle de mondialisation on parle de flux. De n'importe quel type, soit les flux humains, soit les flux de biens et services, soit les flux de l'information, soit les flux de l'économie. C'est dans ce dernier groupe que réside la clef de la mondialisation. Ceux qui la maîtrisent ont l'avantage sur les autres pays. La distribution des flux dans le globe est très inégale, avec des zones marginalisées comme l'Afrique, l'Asie centrale et l'Amérique au sud du Mexique.

Les flux ont besoin d'infrastructure, de réseaux, de liaisons permanentes pour les gérer et ce sont les pays développés, spécialement ceux qu'on distingue comme les pays de la triade, qui ont les moyens financiers, culturelles et organisationnels pour y arriver.

Dans ce contexte géoéconomique, est-ce que les différents flux vont être gérés par les firmes multinationales (FMN) ? Il y a des auteurs qui expriment qu'aujourd'hui nous sommes face à la fin de l'Etat. En revanche il y en a des autres qui pensent que l'Etat doit nécessairement trouver le chemin pour se repositionner.

Malgré le rôle joué par les états de l'Amérique du Sud dans la deuxième partie du XXème siècle, son rôle actuel ne diffère pas de celui des états européens et en général de ceux qui ont une culture occidentale ;

« Le rétablissement de la démocratie dans la plupart des Etats latino-américains, le règlement de vieux contentieux – en particulier les réconciliations historiques entre le Brésil et l'Argentine, et la solution définitive des problèmes frontaliers entre l'Argentine et le Chili – les réformes économiques et l'ouverture des marchés, ont permis de renouer le dynamisme à une région reléguée d'un point de vue politique, économique et social. »¹⁵

¹⁵ Valladao, Alfredo. Le triangle atlantique. L'émergence de l'Amérique latine dans les relations Europe-Etats-Unis, , Périodique : les notes de l'IFRI, No 16, 1999. Série Transatlantique, p. 5.

C'est vrai qu'on assiste à un affaiblissement du rôle de l'Etat dans le monde entier et notamment dans les pays sous développés ou en voie de développement, néanmoins parler d'affaiblissement du rôle de l'Etat ne veut pas dire parler de disparition de l'Etat. Certainement l'Etat doit reformuler son rôle, lequel est aujourd'hui sans doute majeur par rapport au passé. Il doit continuer à être le gardien de l'intégrité de la nation, mais en jouant des nouvelles règles, inconnus pour lui jusqu'à aujourd'hui.

Pendant des siècles l'Etat faisait face aux autres états, soit à ses politiques commerciales, soit à ses stratégies géopolitiques, soit à ses ambitions d'expansion. Au contraire aujourd'hui l'Etat fait face aux entreprises. Ce sont les firmes multinationales (FMN) qui posent le véritable danger de l'intégrité du territoire et de la souveraineté des nations.

Les FMN ne veulent pas tous les rôles de l'Etat, elles veulent se servir de l'Etat pour le seul objectif qu'elles ont : la croissance économique. On peut trouver un certain machiavélisme parmi les stratégies des entreprises ; elles ne s'intéressent pas à la population, aux sociétés ou à sa culture. Bien qu'il y en ait quelques-unes qui ont commencé à montrer un pseudo humanisme en expliquant qu'elles n'utilisent pas la main d'œuvre des enfants pour la production de ses produits.

Parmi les différents blocs économiques constitués en Amérique du Sud se trouve le Mercosur. Il constitue aujourd'hui le quatrième marché du monde et sans doute le plus important de la région. Ce marché montre l'importance que les Etats, notamment des pays constituant le Mercosur, auront dans l'avenir.

La question est si ces Etats ont vraiment évolué ou s'ils demeurent encore sensibles au danger d'une déstabilisation politique, et ce malgré l'évolution politique et sociale sans précédentes qui a eu lieu. Pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique latine, la modernisation sociale et politique peut compter sur une participation populaire beaucoup plus large. Plus que les partis politiques, qui ont encore du mal à se rénover, les organisations non-gouvernementales, syndicats, communautés religieuses et autres formes de regroupement qui rallient les milieux les plus engagés de la société civile, sont en ébullition dans toute la région. Ils revendiquent, en priorité, davantage de justice

sociale et un Etat de droit qui ne soit pas cantonné aux discours. Ils ne s'agit donc plus, comme quelquefois par le passé, d'un processus de réformes porté uniquement par une élite éclairée, aujourd'hui une forte mobilisation l'accompagne.

La vieille tradition « caudilliste » américaine est en train de disparaître. Et c'est avec cette disparition que le système démocratique deviendra plus fort et ainsi le pouvoir de l'Etat sera renouvelé.

Aujourd'hui les états fonctionnent d'une façon suffisamment acceptable malgré leurs problèmes de corruption ou la perte de leur crédibilité pour certains, comme le Brésil, le Pérou ou le Paraguay entre autre. Un état immobile condamnerait le pays à sa désintégration.

La mondialisation influence le rôle l'Etat : elle affaiblit ses pouvoirs de contrôle, elle transforme les impôts qui deviennent à caractère régional, elle soutient la dette qui est le problème majeur dans la région. La relation de l'Etat avec des organisations comme le FMI, la Banque Mondiale ou des autres similaires limite sa liberté d'action au point de développer une politique par rapport aux demandes et aux sollicitations de ces organismes internationaux. La relation avec les ONG doit être flexible et profitable, l'Etat doit dialoguer avec les ONG et pas les entrer en oppositions.

Face à cette situation l'Etat devrait assumer différents rôles pour assurer le développement de la nation.

Tout d'abord l'Etat doit mener une politique pour favoriser l'installation des FMN, offrir un terrain favorable pour leur entrée. Par exemple en imposant des mesures fiscales favorables, des espaces commerciaux, des options de taxation, etc.

Ensuite l'Etat doit aider les entreprises à négocier des contrats avec d'autres pays. Par exemple, après la fin de la guerre froide le président Bush oriente certains services de renseignement de l'état au service du développement économique. Si les menaces militaires ont plutôt disparu il demeure cependant l'ennemi économique. Sans doute pour gagner, aujourd'hui, un marché très important l'Etat tout entier doit se mettre à la tâche.

En fin l'Etat doit maîtriser la variable du temps. Ici le concept de « prévision » joue un rôle important. C'est notamment dans les pays de l'Amérique du Sud où ce concept n'a pas eu une application efficace dans le passé. Mais il faut voir que dans le monde d'aujourd'hui sans la maîtrise de cette idée on n'arrivera pas à maîtriser l'avenir.

b. Quelques espoirs pour la situation sociale.

On ne peut pas parler des perspectives de l'Amérique du sud sans évaluer l'influence que la mondialisation a ,ou aura, sur la population, notamment sur sa culture et sa religion et en même temps le rôle de ceux-ci par rapport à la mondialisation. On a parlé des enjeux sociaux. Le chemin reste difficile, néanmoins on trouve quelques signes positifs qui contribueront au développement social.

La culture constitue une base fondamentale de n'importe quel pays. Les pays de l'Amérique du Sud ne sont pas l'exception, néanmoins ils constituent une région qui se caractérise par une « touche » culturelle très semblable qui donne à la région une caractérisation d'une grande homogénéité qui a en soit une force de projection peu ordinaire.

Il s'agit de savoir, tout en considérant ces caractéristiques, si la mondialisation influera d'une telle manière sur l'ensemble de la population qu'elle lui fera perdre son identité culturelle ou si par contre elle favorisera son développement et la nourrira de nouveaux ingrédients qui produiront une culture plus vaste et plus riche par rapport à la culture actuelle.

L'un des arguments les plus entendu concernant la mondialisation est que la disparition des frontières nationales et la mise en place d'un monde interconnecté vont donner un coup mortel aux cultures régionales et nationales, aux traditions, et coutumes qui déterminent l'identité culturelle de chaque communauté et de chaque pays. L'incapacité d'arrêter l'invasion des produits culturels provenant des pays développés, dont la super puissance du monde, qui accompagnent l'arrivée des grandes entreprises multinationales favorise « l'uniformisation » du monde entier et l'annihilation des riches cultures régionales qui existent encore. C'est comme cela que les puissances imposeront

leur culture et régneront sur l'ensemble des pays pauvres. Leur langue, leur façon de penser, de rêver et de s'amuser sera aux mains des nouveaux colonisateurs du XXIème siècle.

Il faut aussi dire que cette vision est partagée par des pays développés dont, par exemple la France, terre de Montaigne, Descartes, Racine et Baudelaire où la peur de la présence des Mc Donald's et plusieurs des autres évidences de l'irruption de la culture américaine provoquent la peur des citoyens les plus traditionalistes.

Malgré les évidences qui montrent, que la mondialisation fera disparaître différentes cultures du monde, il est évident qu'elle apportera de nombreux avantages. Il s'agit d'un processus dont tous les pays souffrent mais auquel aucun ne peut échapper. Le monde fait face à un nouveau défi: celui de l'intégration culturelle. Sera-t-il possible pour les pays de conserver leurs traditions et coutumes telles qu'elles l'ont été pendant des siècles ? Peut être, mais cela conduirait le pays que le ferai à un état préhistorique par rapport aux autres. L'histoire montre que l'idée d'une fixation des identités culturelles n'est pas valable en soit.

Le concept d'identité collective constitue une fiction idéologique. Il s'appuie sur le concept du nationalisme, lequel, selon de nombreux ethnologues et anthropologues, ne représente pas une vérité. Malgré l'importance que pour la défense du groupe sont les coutumes et les croyances communes, la marge d'initiative et de créativité pour s'émanciper du groupe reste grande et les différences individuelles prévalent sur les caractéristiques collectives quand on étudie les individus comme tels et pas comme des composants d'une collectivité.

La mondialisation permet à chaque citoyen « du monde » de développer de manière radicale sa propre identité culturelle par rapport à ses préférences, ses besoins, ses motivations en exécutant des actions choisies par lui-même. Car aujourd'hui il n'est pas obligé, comme autrefois, de respecter l'identité culturelle du milieu où il est né et auquel auparavant il était impossible d'échapper : la langue, la religion, les coutumes. La mondialisation doit être bienvenue car elle donne de l'ampleur à l'horizon de la liberté individuelle.

La peur envers l'américanisation de la région relève plutôt des caractéristiques de paranoïa idéologique que de la réalité empirique. Au contraire à ce qu'on a décrit concernant la peur des européens et bien qu'il y ait une irruption des entreprises américaines dans la région, la culture latine n'est pas en péril. On peut voir comment cette culture pénètre les Etats-Unis du fait d'une immigration provenant des pays de l'Amérique latine. Il est possible que se soient les Etats-Unis qui aient le plus peur de voir sa culture influencée par la culture latine. La présence de plus de 30 millions d'hispanophones aux Etats-Unis donne un exemple de la manière dont la culture latine modifiera peu à peu la culture d'un grand pays mais aussi comment la culture de celui-ci modifiera les coutumes et traditions des pays du Sud du continent.

L'intégration des cultures régionales en Amériques donnera à l'ensemble de la région la richesse de la multiplicité des expressions et manifestations propres de chaque pays.

c. L'avenir de l'économie.

La mondialisation est conduite par l'économie. Peut être que sans les grands mouvements économiques produits à partir de la décennie des années 70 aujourd'hui la mondialisation n'existerait pas. L'économie contrôle les flux du monde. C'est pour cette raison qu'elle est importante de développer d'une façon plus élargie l'avenir de l'économie au sein de l'Amérique du Sud.

1) Le cadre et les accords régionaux.

Pour comprendre la démarche économique de l'Amérique du Sud il faut connaître le cadre économique de la région.

Le cadre mondial englobe les accords signés à l'échelle globale. Il faut citer :

UE : Union Européenne. Que se dispute le premier marché du monde avec les Etats-Unis avec un PBI avoisinant les 9000 milliards de dollars en l'an 2000 (30% du

produit mondial pour chacun). Depuis la fin des années 80, l'Union européenne cherche donc à rendre plus tangibles ses relations avec le sous-continent.

APEC : Asie Pacifique de Coopération Économique. (Marchés émergents de l'Asie). Forum qui englobe des pays de l'Asie mais aussi le Chili et le Mexique. Ses 18 membres représentent près de la moitié du commerce mondial.

Ensuite nous avons le cadre régional qui englobe tous les accords signés par les pays qui appartiennent au continent américain dans sa totalité. Parmi lesquels on retrouve :

ALENA . L'Accord de libre-échange nord-américain. Il regroupe les pays de l'Amérique du nord : les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Cet accord a été ratifié en décembre 1992. En 1993, des accords annexes sur le travail et l'environnement ont été ajoutés¹⁶. Le 1^{er} janvier 1994 il est entré en vigueur. En 1996 la candidature du Chili a été écarté, en décembre de 2000, les Etats-Unis ont donné de nouveaux espoirs à ce pays.

MERCOSUR. Le Marché commun du sud. Il regroupe le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, ayant comme membres associés à partir du juin 1996, le Chili et la Bolivie. Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1992, il réunit une population de 205 millions de consommateurs et un PIB total de 1090 milliards de dollars.

Pour finir il est important de citer un autre accord qui sera, probablement, crucial pour le futur développement de la région : la Zone de libre échange américaine (ZLEA).

La formation d'une zone économique continentale est à l'ordre du jour depuis la fin de la guerre froide. Lors du premier sommet des Amériques à Miami en 1994, la négociation pour la construction d'un marché unique a été amorcée par 34 pays à l'exception de Cuba. En 1998 ce compromis a été confirmé. La Zone de libre échange

¹⁶ Van Eeuwen , Daniel .Les nouvelles intégrations latino-américaines et caraïbes à l'heure de la mondialisation. La revue internationale et stratégique, No 31. 1998. p 124.

devrait être achevée en 2005. Washington estime qu'elle ouvrira une nouvelle ère de coopération en rapprochant, pour la première fois, les deux moitiés du continent.¹⁷

2) Les flux dans la région.

Bien que la description des accords donne une idée initiale sur les différents enjeux de la région, il est important de décrire la manière dont les flux, notamment ceux commerciaux, traverseront la région dans les années à venir.

Tout d'abord il faut se demander si d'un point de vue économique la région constitue un marché intéressant et pour qui. La réponse à l'heure actuelle est oui, elle constitue un marché important. Il s'agit d'une région qui dans sa totalité accueille une population de plus de 300 millions d'habitants et gère un PBI d'environ 1.900 milliards de dollars. Une région où les flux d'investissement directs (flux cumulés 1990-1996) représentent 23.697 millions de dollars en provenance des Etats-Unis, les 13.737 millions en provenant de l'UE et environ 1.741 millions en provenance du Japon.

En 1994 le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires commerciales (USTR) expliquait : « Concernant les importations mondiales, 70% de la croissance entre 1990 et 2010, représentant 1.500 milliards de dollars, ne viendront pas du Japon, de l'Europe et de l'Amérique du Nord, mais des marchés émergents des pays en développement. Ce sont ceux-là, les nouveaux marchés dynamiques pour les exportations américains.¹⁸»

A ceci il faut ajouter les propos de l'ancien secrétaire à l'USTR, Mickey Kantor qui affirmait que bien que la grande puissance représente 4% de la population mondiale, les nouvelles occasions économiques vont se présenter aux pays représentant les 96% autres.

On assiste, d'une façon progressive, à une augmentation de l'intérêt pour la région de la part des plus grands marchés du monde : l'ALENA et l'UE. Il s'agit d'un immense marché émergent qu'aucune puissance ne veut perdre, néanmoins il existe une

¹⁷ Habel, Janette. Intégration à marche forcée pour les Amériques. Le Monde Diplomatique, oct. 2000, p 12

¹⁸ Joan Spero, discours devant l'UN International Symposium on Trade Efficiency, le 20/10/94, Wireless File, USIS, Washington DC, p. 55.

concurrence où les deux blocs font face avec des armes différentes et même avec des croyances contraires. Les premiers bénéficient d'une suprématie économique et politique dans la région, consolidée depuis plus d'un siècle. Les seconds, bien que détenant le record des stocks d'investissements étrangers dans le Cône sud et étant, selon le cas, le premier ou le deuxième partenaire commercial des sud-américains, doivent se contenter de la tradition des relations culturelles et humaines qui lient les deux régions. Un lien qui a été renforcé avec l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans l'UE.

Entre les Etats-Unis et l'UE il y a des politiques opposées. Les premiers entament une politique audacieuse, pragmatique, et permanente. La vision géo-économique inaugurée par l'administration Bush, vers le début des années 90, considérait que l'hémisphère américain n'est qu'un des éléments cruciaux d'une diplomatie économique planétaire. La signature de l'ALENA premier grand pas vers l'union économique des Amériques constitue la preuve; l'ALENA montre qu'une intégration entre des pays développés et des pays en voie de développement (le Mexique dans ce cas) est envisageable et positive. « C'est ainsi que l'ALENA, et l'ALCA à son tour, donnent des bases solides qui permettent de promouvoir l'idée d'un libre-échange étendu au monde entier grâce à une double action diplomatique : multiplier le processus d'ouverture commerciale régionale et favoriser la constitution de règles et d'un code de conduite globale en matière de libre-échange grâce à la métamorphose du GATT en OMC. »¹⁹ Avec l'ensemble de ces instruments mis en place autour des Etats-Unis ils bénéficieraient d'une arme puissante pour se battre dans la bataille pour ouvrir d'avantage les marchés européens et japonais et aussi négocier l'adhésion de la Chine et de la Russie « les deux derniers grands no man's land de l'économie mondiale », à la discipline de l'OMC.

Le rôle central joué par la Maison Blanche pour achever le sommet des Amériques en décembre 1994 a été significatif. Il a réuni pour la première fois depuis 1960 la totalité des chefs d'Etats américains (à l'exception de Cuba). L'initiative de la création de l'ALCA à l'horizon 2005 a été lancée. A l'heure actuelle le signal que le nouveau Président envoie au continent et au monde est clair : les Etats-Unis veulent diminuer l'écart qui sépare les deux grandes parties du continent. Bien que son prédécesseur n'a pas réussi à obtenir le Fast Track, c'est à dire le pouvoir de négocier

directement des accords commerciaux et que le chemin n'est pas ouvert pour le nouveau Président il a manifesté que l'intégration s'achèvera, avec ou sans le Fast Track. L'importance du fast track a été manifestée par Madeleine Albright, ex-secrétaire d'Etat, quand elle a affirmé que le vote de ses pouvoirs spéciaux était essentiel pour accélérer les pourparlers ALCA, faute de quoi le risque était grand de voir les Européens s'engouffrer dans la brèche.

A partir des années 80 l'UE cherche à rendre plus tangibles ses relations avec le sous-continent, le Conseil européen de Corfou, en juin 1994, reconnaît officiellement l'importance d'une coopération avec l'Amérique latine et, la même année, la Commission de Bruxelles adopte une stratégie générale à géométrie variable visant à approfondir les liens avec le Pacte Andin, le Mercosur, le Mexique et les petits Etats des Caraïbes. En décembre 1995 un pas décisif est franchi lors de la signature, à Madrid, de l'Accord-cadre UE-Mercosud qui non seulement lançait officiellement un dialogue politique, mais encore fixait l'objectif de la création d'une zone de libre-échange entre les deux entités à l'horizon 2006.²⁰ Néanmoins aujourd'hui les européens sont au pied du mur. Le passage à une véritable coopération économique, et même au libre échange, pourrait selon eux menacer les intérêts sectoriels de chaque pays membre. L'Europe concernée par son avenir, troublée au milieu d'interminables pourparlers politiques et économiques à la recherche des objectifs communs dont l'objectif est son élargissement à 25, n'a pas le temps de tourner son regard vers le sud de l'Amérique.²¹

Les dernières années les pays de l'UE, notamment l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et un peu plus tardivement la France, se sont pressés pour augmenter leurs investissements directs de manière significative en participant avec succès aux privatisations des principales entreprises étatiques. Néanmoins l'Europe est en train de perdre terrain.

¹⁹ Vallado, Alfredo. *Periodique : les notes de l'IFRI*, Nro 16, 1999. Serie Transatlantique p.18.

²⁰ VALLADO, op. cit. p.23.

²¹ Vera Thorstensen « *Cooperação econômica e relações comerciais entre a União Europeia e o Mercosul* » in AA. VV., *Além do Comércio-Ampliar as Relações Europa-Mercosul*, IEEI, Lisbonne, 1997, p. 33.

Concernant les flux régionaux il est évident que le grand leader régional, en parlant de marchés, est le Mercosur. Il y a plusieurs pays qui ont montré leur envie de s'intégrer. Par contre il y en a quelques autres, comme le Chili, qui bien que pays membre du Mercosur, ont leur regard et leurs espoirs mis dans une union économique directe avec les Etats-Unis. La possibilité d'intégrer l'ALENA donne au Chili une nouvelle frontière pour sa croissance. En décembre 2000, les Etats-Unis ont ratifié les désirs de ce pays d'intégrer l'ALENA, mais le manque du Fast Track, interdit au Président du Nord de réussir cette intégration.

Les pays de sud, notamment le Brésil et l'Argentine, ne voient pas très bien cette position du Chili. La stratégie de ces pays passe par l'affaiblissement des marchés face à la formation de l'ALCA. Cependant le nord veut affaiblir le Mercosur et de cette façon aller à la table des négociations avec une grande certitude d'une réussite. Par contre les membres du Mercosur sont conscients qu'avec un marché consolidé les pourparlers pour la constitution de l'ALCA leurs seront plus favorables. Par contre la politique américaine a deux options pour les négociations. D'une part négocier avec chaque bloc les conditions pour la formation du marché, d'autre part incorporer progressivement et individuellement les différents pays au sein de l'ALENA, jusqu'à sa transformation en ALCA. Ceci réussira si on réussit à dissoudre ou à affaiblir les différents marchés régionaux.

Malgré cette démarche politico-économique il est clair que l'intention de créer un marché américain est dans la volonté de la grande majorité des pays. Une fois accomplie cette tâche la croissance ininterrompue de tous les pays du sud du continent sera probablement un fait. Il s'agira d'un marché dans lequel il sera très difficile de pénétrer et qui aura une puissance sans précédent, car pour la première fois dans l'histoire, l'union de tout le continent se fera vers un objectif économique commun. Les intérêts sont majeurs, et bien sûr ils ne sont pas tous économiques.

d. Les aspects de sécurité régionale.

La sécurité régionale touche différents aspects qui ont été bien prise en compte pour l'OEA²². Cette organisation a renouvelé ses structures depuis les années 1990.

Les affaires régionales de sécurité ont évolué positivement à partir de la re-démocratisation du continent. Les problèmes inter-étatiques sont aujourd'hui résolus. Par contre les affaires internes des états sont polluées par un milieu non sécurisé du fait du développement du crime organisé.

Selon Virginia Gamba, dans le passé les Etats-Unis ont dirigé leur attention vers l'Amérique du Sud uniquement par rapport aux problèmes spécifiques, d'une façon « case by case », sans faire le moindre effort pour comprendre les systèmes de valeurs des pays situés au Sud de leur frontière. Malgré cette lourde et négative influence, les premiers résultats envers une sécurité collective ont vu la lumière en 1991, au cours de la XXI Assemblée Générale de l'OEA, à Santiago de Chili. Compte tenu de cette opportunité furent étudiées et approuvées des propositions visant à adopter un nouveau concept de sécurité qui donnait une prépondérance équilibrée aux questions militaires, sociales et économiques . En effet l'Assemblée établit la nécessité de créer des mécanismes de sécurité hémisphérique qui contenaient des mesures de confiance mutuelle (MCM) lesquelles en 1981 étaient définis par M. Javier Perez de Cuellar de la manière suivante: « ce sont des mesures qui ont pour objectif de contribuer à réduire, et dans quelques cas à éliminer, les causes de méfiance, de peur, de tension et d'hostilité entre les Etats »

En 1992 le processus montra des nouvelles avancées. L'Assemblée Générale approuva, avec la résolution 1179 et 1180, la création de la Commission Spéciale pour la Sécurité Hémisphérique. En mai 1993 cette Commission présenta aux pays membres un document décrivant le nouveau panorama international et les possibles scénarios futurs du continent. Il reprend le dossier de la sécurité collective en acceptant que quelques soucis majeurs des états de l'OEA soient légitimes et pour autant la sécurité de chaque membre doit être garantie par l'ensemble des pays, quelque soit l'origine de la menace.

²² OEA : Organisation des états américains.

La nouvelle sécurité continentale suppose un consensus sur les valeurs et les intérêts qui seraient protégés. Ils sont identifiés : maintien de la paix, promotion des droits de l'homme, consolidation des démocraties, développement économique et social et intégration continentale dans tous les domaines.

Ce document énonce des propositions très importantes dans sa partie finale. La première marquait la nécessité d'assigner aux Armées « des responsabilités et des missions conformes au rôle traditionnel des militaires ». La deuxième analysait l'emploi de la force militaire à partir de la « sécurité coopérative ».

Il souligne l'existence de six concepts principaux par rapport à un accord de sécurité collectif²³ qui sont pris en compte par les pays de la région :

- ✓ Des niveaux normalisés de puissance de feu .
- ✓ Le contrôle des concentrations et des mouvements militaires.
- ✓ La définition de la composition de la force aérienne.
- ✓ La transparence.
- ✓ L'élimination des forces nucléaires .
- ✓ Les contrôles d'exportations des armements.

Après la délimitation des activités militaires et la définition de la sécurité coopérative, les autres précisions du document de l'OEA sont les suivantes:

Dans la troisième proposition, l'option initiale pour l'emploi de la force militaire cherche à privilégier l'aspect préventif. Donc, la principale différence conceptuelle entre la sécurité coopérative et la sécurité collective, est la prévention de l'agression.

La quatrième proposition stipule qu'après l'échec de la phase préventive, on utilise en dernier recours « la force » (concept de sécurité collective), parce qu'il faut donner de la crédibilité au système et « faire l'usage de la force quand la situation le demande ».

²³ Bartolomé, Mariano. Las nuevas vertientes de la seguridad, la defensa y los acuerdos multilaterales. Seguridad y Defensa en la post guerra fria. Circulo Militar, Buenos Aires, 1994, p. 202.

Le cinquième et dernier point pousse à la participation des structures militaires dans le cadre des mesures de confiance mutuelle (MCM), qui contribuent à surmonter les causes de conflits régionaux.

On assiste à une perception du caractère multidimensionnel de la sécurité. Il n'existe plus une perception limitée, réduite au seul emploi de la force militaire. Les avantages en ce sens, surtout à partir des études produites par l'ONU en 1986 et 1992, ont le mérite de rétablir la relation entre la sécurité et la défense.

Aujourd'hui l'agenda du « Comité spécial pour la sécurité de l'hémisphère » de l'OEA couvre une ample palette de questions : parmi lesquelles les relations ONU-OEA en matière de sécurité de l'hémisphère, désarmement et contrôle des armements, prolifération, transparence en ce qui concerne les transferts d'armements et sa technologie, le développement et la défense de l'environnement, sans compter l'ensemble des instruments de coopération pour la lutte contre le trafic de stupéfiants et le blanchiment des fonds. Il n'existe pas un véritable consensus entre les Etats-Unis et le reste des pays américains, l'OEA loin de constituer une alliance militaire du type OTAN. Néanmoins l'OEA constitue un champ très propice pour la production de concepts et de nouvelles règles du jeu dans le domaine de la sécurité internationale.

Lors du Sommet des Amériques de 1998, ce rôle a été confirmé. L'adoption d'un vaste et ambitieux plan d'action qui englobe les domaines les plus variés montre que la démarche est bien orientée. Les points traités vont depuis la formation des magistrats, en passant par la défense des droits de l'homme, jusqu'aux mesures de confiance et de transparence dans les affaires du contrôle d'armements et des politiques de défense. Il s'agit d'une démarche originale et complète qui traite aussi bien les problèmes internes que le domaine de la sécurité externe.

Malgré les différences politiques et économiques entre les pays de l'Amérique du Sud, la conscience d'appartenance est aujourd'hui majeure un fait majeur. Un mouvement de regroupement des différents blocs régionaux a commencé à avoir lieu et il est destiné à durer.

Le contexte global trouve son application sur le plan continental dans de nombreuses initiatives de l'OEA pour unifier, ou du moins harmoniser les perceptions de ses membres sur la sécurité continentale dans leurs dimensions coopératives et collectives. Les nouveaux concepts de sécurité coopérative comme ceux de la prévention des conflits et de la sécurité collective comme réponse militaire à une agression sont intégrés dans le langage courant entre les pays de l'Amérique du Sud.

Aux niveaux international et régional la participation du pouvoir militaire pour la préservation ou l'obtention de la sécurité, pose différentes questions et des défis. Sur le plan continental, les progrès ont un rythme plus lent, surtout pour la sécurité collective, par rapport à l'emploi de la force militaire en opérations multilatérales. Bien évidemment, les antécédents négatifs du TIAR et les différences d'un point de vue géopolitique entre l'Amérique du nord et l'Amérique latine, ont une influence sur le processus d'intégration. Cependant, la continuité des analyses ajoutée à la multiplication de MCM et la tenue de réunions au sommet destinées à augmenter le consensus, permettent de percevoir une volonté politique continentale d'obtenir des meilleurs accords.

Conclusion

La mondialisation est un phénomène que ne peut pas être arrêté. Elle a commencé il y a longtemps, vraisemblablement depuis la chute du système de Breton Woods, mais elle a connu une véritable éclosion après l'effondrement de l'ex URSS. Personne ne dirige la mondialisation, néanmoins dans différentes mesures tout le monde est responsable du fait de sa démarche.

La mondialisation a produit jusqu'à aujourd'hui des vainqueurs et des perdants. Cela semble paradoxal mais la mondialisation a généré les plus grands écarts sociaux et économiques de l'histoire du monde connus. Les pays riches, notamment ceux qui appartiennent à la triade, sont aujourd'hui plus riches que jamais. Par contre les pays pauvres, notamment les pays africains et les pays de l'Amérique Centrale, sont plus pauvres que jamais. Néanmoins dans le cadre de la mondialisation tout n'est pas noir ou blanc. Il y a un groupe de pays qui se trouve dans une zone grise. Il s'agit des pays connus comme émergents pour qui tout n'est pas encore perdu. Ces pays ont des ressources économiques, ils ont des gouvernements stables et une situation sociale que diffère selon les pays. Parmi les pays émergents on trouve la plupart des pays de l'Amérique du Sud.

Nous avons traité la situation actuelle en Amérique du Sud. Nous avons décrit les domaines que nous considérons comme les plus importants au sein de la mondialisation et qui ont un rapport direct entre eux. Nous avons montré les problèmes et la possible démarche dans chaque domaine, en particulier dans les domaines politique, social, économique et de sécurité.

L'histoire montre que l'Amérique du Sud a connu une évolution historique différente de celle de l'Amérique du Nord. La démarche politique, sociale et économique fut inverse à celle du Nord du continent. La région englobe des pays qui ont des liens sociaux et religieux très proches et constituent un véritable avantage pour son futur développement. Malgré quelques problèmes de minorités aborigènes, la région constitue aujourd'hui une des régions plus homogène du monde d'un point de vue social, ethnique et religieuse. Il s'agit d'un facteur très important car l'histoire montre que les seuls

problèmes qui n'ont pas une solution sont ceux qui sont d'origine soit ethnique, soit religieuse. Les conflits nés depuis la fin de l'ex URSS constituent un exemple à cet égard.

Dans l'aspect politique nous avons montré que les théories qui soutiennent que l'Etat westphalien est en voie d'extinction sont fausses. Il est vrai que la mondialisation a atteint l'Etat avec une virulence qu'il n'avait pas connue depuis sa création. Mais il est vrai aussi que tout ensemble humain a besoin d'organisation et de protection. Il faut un Etat pour mener un tel rôle. Néanmoins l'Etat doit reformuler sa mission et ses stratégies face à un monde dans lequel les règles de jeu ont changé.

Les états de l'Amérique du Sud ont traversé une histoire très complexe et convulsée. Les régimes démocratiques ont été souvent anéantis par l'action des forces armées de la région, notamment pendant les années de la guerre froide. L'ensemble des pays du sous-continent a plongé pendant cette période dans une guerre civile. Le manque de continuité démocratique a été la conséquence principale de cette époque. Elle a provoqué une faible croissance des pays et un manque de maturation des systèmes politiques. Néanmoins les états de l'Amérique du Sud sont en train de renouveler leurs structures, ils sont conscients qu'il est important réduire et moderniser leur organisation pour faire face aux nouvelles exigences que la mondialisation impose. La démarche reste encore longue mais les pays se sont mis en route pour atteindre l'objectif d'intégration efficace dans le processus de la mondialisation.

Nous avons aussi montré que l'aspect social reste difficile en Amérique de Sud. Il s'agit d'un continent dans lequel on trouve des grands écarts sociaux soit entre les différents pays, soit entre la société d'un même pays. La pauvreté augmente au rythme de la mondialisation, malgré quelques réussites dans un petit groupe de pays. La menace de disparition de la classe sociale moyenne est toujours présente. Néanmoins les pays ont pris aujourd'hui, plus que jamais, conscience du danger que le faible système social fait courir. En outre on a vu que la menace de perte de l'identité culturelle, craint par plusieurs pays du monde en raison de la mondialisation, ne constitue pas un souci pour l'Amérique du Sud, bien qu'on assiste à la fusion de différentes expressions culturelles.

Celles-ci vont enrichir la région. En même temps la culture latino-américaine se diffuse ailleurs, notamment aux Etats-Unis et en Europe.

Ensuite nous avons traité le problème économique. Les faiblesses économiques de la région passent aujourd'hui par un manque de développement industriel et par la difficulté de faire face aux marchés compétitifs des pays développés. Les pays de la région sont dans un certain point de vue otages de la dette extérieure. Il s'agit d'un cercle vicieux dont ils ne peuvent pas sortir. Le développement est très faible pour l'ensemble de la région, mais la croissance semble améliorer dans un futur proche. Le facteur décisif pour aboutir à un développement important reste dans les accords à signer, notamment la ZLEA. Les pourparlers avancent lentement, néanmoins les indices laissent penser qu'elles prendront de la vitesse en 2002. Le Brésil, qui avait pris une position rigide à cet égard a commencé à la flexibiliser. Les Etats-Unis ont besoin de la région du Sud pour consolider leur position dans le continent et faire face à la concurrence provenant notamment de l'UE. La ZLEA signifiera la création du plus important marché du globe dont profiteront tous les pays de la région.

Enfin nous avons parlé de la sécurité régionale. Aujourd'hui le souci majeur reste celui de la drogue et toutes les activités qui ont un rapport avec elle. L'OEA est plus performante qu'auparavant et de façon progressive commence à s'intéresser aux affaires qui touchent la sécurité collective et la sécurité coopérative dans la région. Les bases pour aboutir à une sécurité régionale efficace ont été lancées, néanmoins les pourparlers prendront du temps. La région reste aujourd'hui une zone de non-guerre entre pays. La mise en place d'un système de sécurité collective permettra en Amérique du Sud de devenir une des régions les plus stables du globe. Le problème qui reste à régler passe plutôt par déterminer les objectifs communs à tous les pays de la région.

Au début de ce travail on s'est demandé : est-ce qu'il a des perspectives favorables pour l'Amérique du Sud au sein de la mondialisation ? Après l'analyse que nous venons de faire nous sommes convaincus, et nous avons montré que les perspectives sont très bonnes. Les soucis restent nombreux mais les atouts augmentent de manière certaine. La démarche ne sera pas facile, la refondation des structures étatiques sera une priorité pour la réussite. Seulement un Etat dynamique, réduite et flexible pourra coordonner les facteurs politiques, sociaux, économiques et de sécurité

pour faire face de façon efficace aux défis de la mondialisation. La conscience de l'importance de l'intégration de l'Etat à la démarche mondiale a été prise en compte aujourd'hui plus que jamais dans la région, notamment par la classe politique. La maturation de cette classe amènera sans doute la croissance et la stabilité à la région.

Bibliographie.

1. Ouvrages.

DE SENARCLENS, Pierre. Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales. Armand Collins, Paris, 1998.

VALLADO, Alfredo. Le triangle atlantique. L'émergence de l'Amérique latine dans les relations Europe-Etats-Unis, Périodique : les notes de l'IFRI, No 16, 1999. Série Transatlantique.

ORSI, Vittorio. Globalizacion y centrifugacion. Circulo Militar, Buenos Aires, 1996.

SEGURIDAD Y DEFENSA EN LA POST GUERRA FRIA. Circulo Militar, Buenos Aires, 1994.

2. Articles et contributions.

RAMONET, IGNACIO. L'an 2000. Le Monde Diplomatique, Déc. 1999.

GAMBETA, CARLOS. Tempête sur les économies d'Amérique latine. Le Monde Diplomatique, Nov. 1998.

HABEL, JANETTE. Intégration à marche forcée pour les Amériques. Le Monde Diplomatique, Oct. 2000.

CASSEN, BERNARD. La nation contre le nationalisme. Le Monde Diplomatique, Mars 1998.

VARGAS LLOSA, MARIO. Nacionalismo y globalizacion (1). La Nacion, Avr. 2000.

VARGAS LLOSA, MARIO. Nacionalismo y globalizacion (2). La Nacion, Avr. 2000.

SOUS-COMMANDANT MARCOS. La quatrième guerre mondiale a commencé. Le Monde Diplomatique, Août 1997.

Amérique latine : les défis de la mondialisation. La revue internationale et stratégique, No 31, 1998.

FERREYRA, Santiago. Les antécédents et l'avenir d'une sécurité coopérative en Amérique du Sud . CID 1998.

Estudio económico de América latina y del Caribe : 1999-2000. CEPAL